

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 janvier 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la qualification
du Corps des gardiens de la révolution
islamique d'Iran (CGRI)
en tant qu'organisation terroriste**

(déposée par Mme Darya Safai et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 januari 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het kwalificeren
van het Islamitische Revolutionaire
Garde Korps (IRGC) van Iran
als een terroristische organisatie**

(ingediend door mevrouw Darya Safai c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran (*Sepāh e Pāsdārān e Enghelāb e Eslāmi*) a été créé en 1979 par l'ayatollah Khomeini, qui était alors à la tête de l'Iran, pour surveiller la révolution islamique et exporter son idéologie.

Ce corps (CGRI en abrégé¹) constitue la garde prétorienne du régime islamiste iranien. Composé des plus fervents volontaires du régime sur le plan idéologique, il est placé sous le commandement direct du Guide suprême, et constitue depuis plus de quarante ans la colonne vertébrale du régime des mollahs, qui le considèrent comme l'instrument idéal pour réprimer toute opposition ou résistance, réelle ou imaginaire.

Selon ses statuts exclusifs, inscrits dans la Constitution iranienne, cette unité d'élite n'est pas seulement responsable de la surveillance des frontières extérieures du pays mais a aussi une "mission idéologique de djihad dans la voie de Dieu et de lutte dans la voie de l'expansion de la souveraineté de la loi de Dieu dans le monde". En effet, ce corps a été investi d'une mission idéologique de sauvegarde des valeurs et des acquis de la révolution (article 150 de la Constitution). En outre, comme la population iranienne et le monde entier ont déjà pu le constater, le CGRI interprète cette mission très largement.

Certains analystes présentent le CGRI comme un "État dans l'État". Il s'agit en effet d'un conglomerat socio-politico-économique qui dispose de capacités militaires propres (force aérienne, force terrestre et force maritime, service de renseignement et force expéditionnaire baptisée "Al-Qods") et qui a en outre des ramifications, au travers du tissu socio-économique iranien, notamment dans les prisons, le secteur de la production gazière, le secteur de la construction, l'industrie de la défense, les télécommunications et la finance. Mais le CGRI a aussi des ramifications plus sinistres, par exemple dans le secteur de la recherche nucléaire et dans le trafic international de biens de consommation, de stupéfiants et de technologies militaires.

Le CGRI est de plus en plus associé aux activités devant générer des recettes légales et illégales pour le régime en place, accablé par les sanctions. Il s'agit d'une organisation criminelle d'envergure internationale qui exploite habilement une panoplie d'activités formelles et informelles pour subvenir aux besoins que les ayatollahs

¹ Corps des gardiens de la révolution islamique.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Om de islamitische revolutie te bewaken en haar ideologie te exporteren werd in 1979 het Islamitische Revolutionaire Garde Korps van Iran (*Sepāh e Pāsdārān e Enghelāb e Eslāmi*) opgericht door het toenmalige staatshoofd ayatollah Khomeini.

Het Korps, afgekort IRGC¹, functioneert als een Pretoriaanse Garde van het Islamitische regime van Iran. Het korps is samengesteld uit de meest ideologisch gedreven vrijwilligers en staat onder het directe bevel van de Opperste Leider. Het vormt al meer dan veertig jaar de ruggengraat van het bewind van de moellahs en is voor hen het instrument bij uitstek om iedere oppositie of weerstand, reëel of imaginair, te onderdrukken.

Volgens haar exclusieve status, gebetonneerd in de Iraanse Grondwet, rust op deze elite-eenheid meer dan een loutere verantwoordelijkheid voor het bewaken van de buitengrenzen van het land. Het korps vervult ook een "ideologische missie van de goddelijke jihad in het wereldwijd verbreiden van de soevereiniteit van Allah". Ze heeft immers een ideologische missie om de revolutionaire waarden en verwezenlijkingen te beschermen (Artikel 150 GW). Een taak die ze erg ruim opvat zoals de Iraanse bevolking en de wijdere wereld al mochten ondervinden.

Analisten spreken van een "staat in een staat". Het IRGC is als een sociaal-politiek-economisch conglomeraat met niet alleen een eigen militaire slagkracht (lucht-, land-, en zeemacht, inlichtingendienst en expeditieleger "Quds"), maar ook tentakels doorheen het hele Iraanse economische en maatschappelijke weefsel zoals in, onder meer, het gevangeniswezen, de gaswinning, de bouwsector, de defensie-industrie, de telecommunicatie en de financiële wereld. Maar er zijn ook meer sinistere tentakels zoals in de nucleaire exploratie en de wereldwijde smokkel van consumptiegoederen, narcotica en militaire technologie.

Het IRGC heeft in toenemende mate de hand in alles wat het door sancties geplaagde regime aan zowel legale en illegale inkomsten moet genereren. Het is een internationaalgeorganiseerde criminele entiteit, die handig gebruikmaakt van een hele reeks informele en formele activiteiten om te voorzien in de behoeften die

¹ IRGC is het *Islamic Revolutionary Guard Corps*.

ne peuvent plus satisfaire dans des conditions régulières en raison de leur isolement croissant.

Comme indiqué précédemment, la Constitution iranienne charge également le CGRI d'une mission de portée mondiale. L'éclatement des guerres civiles en Irak et en Syrie a également ouvert de nouvelles portes pour poursuivre l'élargissement, au Moyen-Orient, d'une opération idéologico-militaire antioccidentale pour les chiites. Le CGRI est au cœur d'un réseau terroriste et criminel international. Ce corps dépêche des organisations paramilitaires et terroristes dans l'ensemble du Moyen-Orient, ou leur fournit les moyens financiers, les armes et l'entraînement nécessaires pour mener leur combat.

Le CGRI a par exemple marqué de son empreinte les conflits majeurs dominant l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au sens large (au travers d'organisations comme le Hamas, le Hezbollah, les Talibans et les Houthis), mais aussi des conflits localisés de plus petite envergure par le biais d'obscures organisations terroristes apparentées comme l'Asaib Ahl al-Haq, le Harakat Hezbollah al-Nujaba, la brigade Zainebiyoun, la Division Fatemiyoun, les brigades Al Ashtar et le Saraya al Mukhtar. Un lien direct peut donc être établi entre Téhéran et les situations de violence et d'instabilité qui secouent l'Irak, la Syrie, la Libye, l'Afghanistan, le Yémen, le Pakistan, etc.

Mais le CGRI est aussi explicitement accusé d'avoir orchestré, partout dans le monde et avec l'aval du régime en place, des attaques terroristes, des meurtres et des enlèvements visant principalement des opposants juifs, pro-américains et iraniens, ou d'y avoir apporté son soutien. Le CGRI était aussi l'architecte de l'attentat visant l'opposition iranienne à Paris déjoué en 2018, dont l'exécution avait été confiée à Assadollah Assadi qui, avant d'être envoyé en Europe par le MOIS (Ministère du Renseignement de la république islamique d'Iran), était un combattant recruté et formé par le CGRI.

Le CGRI ne limite cependant pas ses activités terroristes à l'étranger. En effet, il déploie sur le territoire iranien la milice Bassidji composée de volontaires chargés de maintenir l'ordre jusque dans les moindres recoins de l'Iran, et de défendre les intérêts du régime en place. Certains analystes estiment dès lors que le CGRI fut le moteur de la répression brutale des protestations populaires et des manifestations de 2019 et de 2022 bien qu'il ne soit pas alors intervenu physiquement au premier plan.

Des liens directs peuvent être établis entre l'idéologie corrompue, théocratique et misogyne professée par le CGRI et les lourdes représailles dirigées contre le peuple iranien après le décès de Mahsa Amini et les manifestations qui ont suivi.

de ayatollahs, par leur croissant isolement, non plus en mesure de réguler leur croissance.

Zoals eerder gesteld geeft de Iraanse Grondwet het IRGC ook een wereldwijde opdracht. Met de Iraakse en Syrische burgeroorlogen groeiden ook de opportuniteiten om een ideologisch en militair antiwesters experiment voor sjiïten in het Midden-Oosten verder uit te dragen. Het IRGC opereert als de spin in een web van internationaal terrorisme en criminaliteit. Over het hele Midden-Oosten stuurt de organisatie paramilitaire en terroristische organisaties aan of voorziet hen van de nodige financiële inkomsten, wapens en training om hun strijd te voeren.

Zo drukte het korps niet enkel zijn stempel op de grote conflicten die Noord-Afrika en het ruime Midden-Oosten beheersen (via groeperingen als Hamas, Hezbollah, Taliban en de Houthis), maar ook op kleinere gelokaliseerde conflicten via een reeks obscure, verwante, terroristische organisaties zoals Asaib Ahl al Haq, Harakat Hezbollah al Nujaba, Zaynabiyoun Brigade, Fatemiyoun Division, Al Ashtar Brigades en Saraya al Mukhtar. Zo kan een directe link worden gelegd tussen Teheran en het geweld en de instabiliteit die Irak, Syrië, Libië, Afghanistan, Jemen, Pakistan, et cetera... in de greep houden.

Maar het korps wordt ook rechtstreeks genoemd bij het orkestreren of ondersteunen van door het regime gesanctioneerde terreuraanslagen, moorden en ontvoeringen over de hele wereld, gericht tegen voornamelijk Joodse, pro-Amerikaanse en Iraanse oppositiedoelen. Het korps was ook het meesterbrein achter de vrijdelde aanslagen van 2018 tegen de Iraanse oppositie in Parijs, uitgevoerd door Assadollah Assadi die, voor hij door de MOIS (ministerie van Inlichtingen van de Islamitische Republiek Iran) naar Europa werd gezonden, een door het IRGC gerekruteerde en opgeleide strijder was.

Terreur is voor het IRGC echter niet enkel een buitenlandse aangelegenheid. In Iran zelf stuurt het IRGC de Basij aan, een gewapende militie van vrijwilligers die tot in de kleinste Iraanse gehuchten de orde handhaaft en de belangen van het regime verdedigt. Zo is het IRGC, volgens sommige analisten, de drijvende kracht achter het hardhandig neerslaan van de volksprotesten en demonstraties in 2019 en 2022, zonder dat ze daartoe zelf fysiek op het voorplan treedt.

Er kunnen directe verbanden gelegd worden tussen de corrupte, theocratische en misogyne ideologie die het IRGC belijdt en de zware represailles tegen de eigen bevolking, na de dood van Mahsa Amini en de hierop volgende protesten.

Il n'est dès lors pas surprenant que le CGRI soit déjà formellement qualifié d'organisation terroriste par les États-Unis. Ses membres et ses composantes sont également visés par des sanctions au sein de la communauté euro-atlantique au sens large. De plus en plus de voix s'élèvent par ailleurs en faveur de l'inscription du CGRI sur la liste des organisations sanctionnées du chef de prolifération du terrorisme, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme dans la région ANMO² au sens large ou en réponse à la répression impitoyable exercée en Iran.

Nous souhaitons que la Belgique rejoigne ce mouvement et, eu égard à ses propres contraintes constitutionnelles, plaide dans les forums européens pertinents pour que le CGRI soit intégré dans la position commune 2001/931/PESC du Conseil de l'Union européenne.³

Le fait de qualifier officiellement le CGRI d'organisation terroriste – ce qu'il est – constituerait une décision symbolique puissante. Il convient par ailleurs de souligner que les nombreuses victimes de la répression exercée par les ayatollahs méritent de bénéficier d'un large soutien européen qui permettrait de marginaliser les éléments extrémistes du régime. En effet, son inscription sur la "liste noire" priverait l'organisation de son droit de continuer à se présenter comme un acteur légitime dans les contacts politiques et diplomatiques avec l'Union européenne ou dans les transactions financières avec les entreprises et les banques de l'Union européenne. Elle fournirait également à l'Union européenne des outils supplémentaires pour lutter contre le terrorisme soutenu par l'Iran.

Het mag dan ook niet verbazen dat het IRGC in de Verenigde Staten reeds formeel wordt gekwalificeerd als een terroristische organisatie. Ook haar leden en onderdelen worden in de bredere Euro-Atlantische gemeenschap reeds gevisieerd met sancties. Er bestaat ook een groeiende steun om de Revolutionaire Garde als organisatie in haar geheel toe te voegen aan de sanctielijst vanuit het oogpunt van de proliferatie van terreur of de terrorismebestrijding in de bredere MENA-regio², of in reactie op de ongenadige repressie in eigen land.

Wij wensen dat België zich aansluit bij deze beweging en, wegens haar eigen grondwettelijke beperkingen, op de relevante Europese gremia zou pleiten voor de opname van het IRGC onder het gemeenschappelijk standpunt 2001/931/GBVB van de Raad van de Europese Unie.³

De correcte aanduiding van het IRGC als terroristische organisatie zou niet alleen een krachtige, symbolische beslissing zijn. Ook de vele slachtoffers van de repressie door de ayatollahs verdienen onze brede Europese steun om op deze wijze extremistische elementen van het regime te marginaliseren. De opname op de zogenaamde zwarte lijst ontnemt de organisatie immers het recht om zich nog langer voor te doen als een legitieme actor in de politieke en diplomatieke contacten met de Europese Unie of in financiële transacties met bedrijven en banken in de Europese Unie. Het biedt de Europese Unie extra instrumenten om het door Iran gesteunde terrorisme te bestrijden.

Darya Safai (N-VA)
 Peter De Roover (N-VA)
 Theo Francken (N-VA)
 Michael Freilich (N-VA)
 Peter Buysrogge (N-VA)
 Wouter Raskin (N-VA)
 Tomas Roggeman (N-VA)
 Anneleen Van Bossuyt (N-VA)
 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA)
 Mieke Claes (N-VA)

² L'acronyme ANMO désigne les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

³ Position commune 2001/931/PESC du Conseil du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme.

Disponible sur:
<https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2001:344:0093:0096:fr:PDF>

² MENA is de afkorting voor *Middle East and North Africa*.

³ Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB van de Raad van 27 december 2001 betreffende de toepassing van specifieke maatregelen ter bestrijding van het terrorisme.

Raadpleegbaar op:
<https://eur-lex.europa.eu/NL/legal-content/summary/freezing-funds-list-of-terrorists-and-terrorist-groups.html#:~:text=Dit%20gemeenschappelijk%20standpunt%20voorziet%20in,financi%C3%ABle%20activa%20van%20toepassing%20is>

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. s'inspirant de la motion visant à inscrire le CGRI sur la liste des organisations terroristes (36.200-V-43), qui a été adoptée le 22 décembre 2022 par la *Tweede Kamer* néerlandaise⁴;

B. consciente du fait qu'elle ne dispose que d'instruments restreints pour interdire elle-même certains mouvements, étant donné que l'article 27 de la Constitution donne aux Belges le droit de s'associer et prévoit que ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive;

C. soulignant que dans notre système juridique, il n'appartient pas au gouvernement ou au Parlement d'ajouter des personnes ou des entités à la liste des organisations terroristes, étant donné qu'il a été choisi expressément lors de la promulgation de l'arrêté royal de 2006 d'éviter les risques de politisation et que la liste du terrorisme est établie par le Conseil national de sécurité sur la base des évaluations de l'OCAM⁵ et n'est soumise au Conseil des ministres pour être approuvée par arrêté royal qu'après concertation avec l'autorité judiciaire compétente;

D. considérant que l'OCAM et le Conseil de sécurité renouvellent régulièrement la liste du terrorisme; qu'il n'est dès lors pas souhaitable, voire possible, que la Chambre des représentants, tout en respectant le système créé, modifie elle-même la liste;

E. soulignant qu'en vertu du droit européen, une interdiction peut être appliquée à tous les groupes, personnes et entités figurant sur les listes de la Position commune 2001/931/PESC;

F. invoquant les violences qui ont suivi la mort de la jeune Kurde iranienne Mahsa Amini le 16 septembre 2022, dans le cadre de sa détention par la police des mœurs iranienne. Selon l'ONG *Iran Human Rights* (IHRNGO), en date du 27 décembre 2022, au moins 476 personnes ont été tuées par les forces de sécurité iraniennes, dont 64 enfants et 34 femmes, et au

⁴ Motion du membre Ceder *et* consorts visant à inscrire le CGRI sur la liste des organisations terroristes (n° 36200-V-43).

Disponible sur: <https://www.tweedekamer.nl/kamerstukken/moties/detail?id=2022Z26060&did=2022D56171>

⁵ L'OCAM est l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. geïnspireerd door de Nederlandse motie om de de Islamitische Revolutionaire Garde op de lijst van terroristische organisaties te plaatsen (36.200-V-43), aangenomen door de Nederlandse Tweede Kamer op 22 december 2022⁴;

B. bewust van de beperktheid van de instrumenten die de Kamer van volksvertegenwoordigers in handen heeft om zelf een verbod in te stellen tegen bewegingen, gelet op artikel 27 van de Grondwet dat de Belgen het recht van vereniging geeft en waarbij dit recht niet aan enige preventieve maatregel kan worden onderworpen;

C. aanstippende dat het in ons juridisch systeem niet aan de regering of het Parlement is om personen of entiteiten toe te voegen aan de lijst met terroristische organisaties vermits bij de creatie van het koninklijk besluit van 2006 de mogelijkheid tot politisering uitdrukkelijk werd vermeden en de terreurlijst wordt opgemaakt door de Nationale Veiligheidsraad op basis van de evaluaties van het OCAD⁵, die pas na overleg met de bevoegde gerechtelijke overheid worden voorgelegd aan de Ministerraad om bij koninklijk besluit te worden goedgekeurd;

D. overwegende dat het OCAD en de Veiligheidsraad de terreurlijst regelmatig vernieuwen en het bijgevolg voor de Kamer van volksvertegenwoordigers onwenselijk tot onmogelijk is om met respect voor het gecreëerde systeem hierin in te grijpen;

E. benadrukkende dat, volgens het Europese recht, wel een verbod kan worden gehanteerd voor alle personen, groepen en entiteiten die op de lijsten van het Gemeenschappelijk Standpunt 2001/931/GBVB zijn opgenomen;

F. inroepende het geweld dat volgde op de dood van een jonge Koerdisch-Iraanse Mahsa Amini op 16 september 2022 in de handen van de Iraanse Zedenpolitie, waarbij volgens de ngo *Iran Human Rights* (IHRNGO) (dd. 27 december 2022) ten minste 476 mensen werden gedood door de Iraanse veiligheidstroepen, waaronder 64 kinderen en 34 vrouwen, en ten

⁴ Motie van het lid Ceder c.s. over de Iraanse Revolutionaire Garde op de lijst van terroristische organisaties plaatsen (t.v.v. 36200-V-43).

Raadpleegbaar op: <https://www.tweedekamer.nl/kamerstukken/moties/detail?id=2022Z26060&did=2022D56171>

⁵ OCAD is het Coördinatieorgaan voor de Dreigingsanalyse.

moins 100 manifestants arrêtés risquent d'être exécutés pour leur participation au mouvement;

G. vu les déclarations du chef des gardiens de la révolution Hossein Salami, qui a menacé à plusieurs reprises les manifestants d'intensifier la violence pendant les protestations et s'est activement érigé en défenseur politique du régime;

H. signalant que la milice paramilitaire Bassidji a été incorporée au CGRI depuis 1981, dont elle constitue désormais l'une des cinq branches, et qu'elle a joué un rôle important dans les opérations du pays dans les guerres civiles syrienne et irakienne, mais qu'elle a en outre été un instrument dans la répression des manifestations démocratiques de 2009 et des protestations populaires de 2022;

I. invoquant que l'inscription du CGRI sur la liste européenne des organisations terroristes englobera également toutes ses composantes militaires – telles que la milice Bassidji et la force Al-Qods, qui jouent un rôle crucial dans sa politique de terreur intérieure et extérieure – mais aussi toutes ses activités économiques et ses relations sociales;

J. constatant que, pour l'instant, seuls les États-Unis, le Bahreïn et l'Arabie saoudite qualifient le CGRI dans son ensemble d'organisation terroriste, mais que les différentes personnalités individuelles et dirigeantes qui le composent, la force Al-Qods et les nombreuses affiliations économiques du corps sont dans le collimateur de divers alliés de l'OTAN, de partenaires européens et d'organisations internationales telles que les Nations Unies;

K. prenant note du mouvement en faveur d'une condamnation plus large du CGRI, qui inclut, outre la motion néerlandaise, l'annonce du Royaume-Uni, le 3 janvier 2023, qu'il suivra l'exemple des États-Unis, et la décision de la Cour suprême du Canada en novembre qui qualifie le CGRI d'entité terroriste en vertu du droit canadien;

L. prenant acte de la déclaration de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib du 16 novembre 2022 lors de la discussion de la note de politique générale 2023, selon laquelle: "la Belgique, tout comme l'Allemagne, soutient l'idée d'inscrire le CGRI sur la liste des organisations terroristes de l'UE";

M. avertissant sur l'implication du CGRI dans les entreprises iraniennes produisant des drones et des missiles de croisière qui sont livrés à la Russie pour être déployés contre des cibles civiles ukrainiennes;

minste 100 gearresteerde demonstranten het risico lopen om te worden geëxecuteerd omwille van hun participatie;

G. attenderend op de uitlatingen van Gardecommandant Hossein Salami, die herhaaldelijk tijdens de protesten de demonstranten met meer geweld heeft bedreigd en zich actief opwerpt als politieke verdediger van het regime;

H. signalerend dat de Basij-paramilitaire militie sinds 1981 geïncorporeerd werd in het IRGC als een van haar vijf takken en een belangrijke rol heeft in de operaties van het land in zowel de Syrische als de Iraakse burgeroorlog, maar daarnaast een instrument is in het onderdrukken van de democratische protesten van 2009 en de volksprotesten van 2022;

I. inroepend dat de opname van het IRGC op de Europese terreurlijst ook betrekking zal hebben op al haar militaire onderdelen – zoals de Basij en Quds die een cruciale rol spelen in haar binnen- en buitenlandse terreur – maar ook op al haar economische activiteiten en maatschappelijke betrekkingen;

J. constaterend dat voorlopig alleen de Verenigde Staten, Bahrein en Saoedi-Arabië het IRGC in haar geheel als terroristische organisatie kwalificeren, maar dat de individuele, leidinggevende figuren binnen deze organisatie, de Quds en de vele economische affiliaties van het korps, geïdentificeerd worden door diverse NAVO-bondgenoten, Europese partners en internationale organisaties zoals de Verenigde Naties;

K. nota nemend van de beweging die op gang komt tot een bredere veroordeling van het IRGC, met naast de Nederlandse motie, ook de aankondiging van het Verenigd Koninkrijk op 3 januari 2023 dat ze het Amerikaanse voorbeeld zullen volgen en het vonnis van de Canadese Hooggerechtshof van november dat het IRGC bestempelt als een terroristische entiteit naar Canadees recht;

L. akte nemend van de verklaring van minister van Buitenlandse Zaken Hadja Lahbib van 16 november 2022 tijdens de bespreking van de beleidsnota 2023 dat: "ons land samen met Duitsland de overweging (steunt) om de revolutionaire garde op de Europese terreurlijst te zetten";

M. waarschuwend over de betrokkenheid van het IRGC bij Iraanse bedrijven die drones en kruisraketten produceren die aan Rusland worden geleverd om ingezet te worden tegen Oekraïense burgerdoelen;

N. vu les opérations militaires menées par le CGRI, la milice Bassidji et la force Al-Qods depuis le début de la guerre civile irakienne en 2014, dans laquelle l'Iran a joué un rôle déterminant en alimentant les tensions ethnico-religieuses et l'instabilité politique, ainsi que les diverses attaques menées en 2022 contre des cibles tant civiles que militaires au Kurdistan irakien;

O. vu la prévalence des personnes ou des organisations ayant une appartenance ou une affiliation directe au CGRI dans le règlement (UE) n° 359/2011 du Conseil du 12 avril 2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Iran⁶, complété encore récemment les 14 novembre et 12 décembre 2022;

1. CONDAMNE le recours à la force par les autorités iraniennes, les services de sécurité et en particulier le CGRI et la milice Bassidji contre des manifestants pacifiques et l'exécution de manifestants sans droit à un procès équitable;

2. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

2.1. de plaider, au niveau européen, pour que le Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran (CGRI) soit inscrit sur la liste des organisations terroristes.

13 janvier 2023

N. opmerkende de militaire operaties door het IRGC, Basij en Quds sinds het uitbreken van de Iraakse burgeroorlog in 2014, waarbij Iran een determinerende rol speelde in het aanwakken van etnisch-religieuze spanningen en politieke instabiliteit alsmede de diverse aanvallen in 2022 tegen zowel burgerdoelwitten als militaire doelwitten in Iraaks-Koerdistan;

O. gelet de dominantie van personen of organisaties met een direct lidmaatschap van of een affiliatie met het IRGC op de Verordening (EU) nr. 359/2011 van de Raad van 12 april 2011 betreffende beperkende maatregelen tegen bepaalde personen, entiteiten en lichamen in verband met de situatie in Iran⁶, recent nog aangevuld op 14 november en 12 december 2022;

1. VEROORDEELT het gebruik van geweld door de Iraanse overheid, de ordediensten en in het bijzonder de IRGC en Basij tegen vreedzame betogers en de terechtstelling van demonstranten zonder recht op een eerlijk proces;

2. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

2.1. er in Europees verband voor te pleiten om het Islamitische Revolutionaire Garde Korps van Iran (IRGC) op de lijst van terroristische organisaties te plaatsen.

13 januari 2023

Darya Safai (N-VA)
 Peter De Roover (N-VA)
 Theo Francken (N-VA)
 Michael Freilich (N-VA)
 Peter Buysrogge (N-VA)
 Wouter Raskin (N-VA)
 Tomas Roggeman (N-VA)
 Anneleen Van Bossuyt (N-VA)
 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA)
 Mieke Claes (N-VA)

⁶ Règlement (UE) n° 359/2011 du Conseil du 12 avril 2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Iran, OJ L 100, 14.4.2011, p. 1–11, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 14 avril 2011, L 100/1.

⁶ Verordening (EU) nr. 359/2011 van de Raad van 12 april 2011 betreffende beperkende maatregelen tegen bepaalde personen, entiteiten en lichamen in verband met de situatie in Iran, bekendgemaakt in het *Publicatieblad van de Europese Unie* van 14 april 2011, L 100/1.